

COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION du 12 décembre 2017 à Luzech (46)

Étaient Présents :

Administrateurs :

- ARAQUÉ Fausto, Vice-Président de la C.C. du Grand Figeac
- BONNET Claudie, Vice-Présidente du Conseil Départemental 81, Présidente de l'Adefpat
- CABROL Michel, Administrateur du PETR Centre Ouest Aveyron
- COLOMBIER Michel, Conseiller communautaire du Lautrécois-Pays d'Agout
- DANTHEZ Florence, Administratrice du PETR Pays Midi-Quercy
- DELBREIL Françoise, UD 46 - DIRECCTE
- GASQ-BARES Geneviève, Administratrice du Syndicat Mixte de préfiguration du Pnr de l'Aubrac
- LARREN-SERIEYE Sandra, Administratrice CCI Aveyron
- LAVAURS Nathalie, GRETA Midi-Pyrénées Nord
- LAVERDET Michel, Vice-Président du Pnr des Causses du Quercy
- LAVERGNE Claude, Vice-Président de la C.C. Grand Sud Tarn & Garonne
- MAILFERT Christian, Conseiller communautaire de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise
- MARTIGNAC Monique : Vice-présidente de la C.C. Cauvaldor
- NÈGRE Jean-Marie, Vice Président de la Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet
- OLIVIER Dominique, Président du Pôle Territorial de Coopération Economique Figeacteurs
- PLAGEOLES Marie-Thérèse, Personne ressource
- ROUQUETTE Martine, Administratrice PNR Grands Causses
- SEGURA Christiane, Personne ressource
- SERIEYE Olivier, Administrateur Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
- THIAM Kathy, Co-gérante du Pôle Tarnais de Coopération Economique « Les Ateliers »
- VIDAL Daniel, Administrateur du PETR Hautes Terres d'Oc

Invités :

- ALAZARD Gérard, Vice-Président de la Communauté de communes Vallée du Lot et du Vignoble

Techniciens :

- BONNIN Pascal, CFD Adefpat
- CAYROL William, Communauté de communes Vallée du Lot et du Vignoble
- FROMENT Anne, Directrice Adefpat
- LAPORTE Nathalie, Communauté de communes Vallée du Lot et du Vignoble
- LIGER Vincent, PETR Grand Quercy
- MOLINIER Louis, Conseil départemental du Lot
- PENDARIÈS Virginie, CFD Adefpat
- SERIER Bruno, CFD Adefpat
- SERRES Martine, CFD Adefpat

Étaient excusés :

- AUGIER Pascal, Directeur DRAAF Occitanie
- BROSSY Jacky, Vice-Président Chambre de Métiers et de l'Artisanat 12

- DANNOUX Hervé, Directeur régional délégué de l'ASP
- DILÉ Jean-Pierre, Administrateur de la Chambre d'agriculture 81
- FERRERO Monique, Conseillère départementale 82
- GAZEL Emmanuelle, V/P Conseil régional Occitanie
- GENDRON François, Administrateur de Midi-Pyrénées Actives
- GIL Séverine, Vice-Présidente de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat 81
- GILBERT Bernard, Conseiller régional Occitanie
- ORCIBAL Jean-Sébastien, Conseiller régional Occitanie
- PUJOL Christine, Conseillère régionale Occitanie
- PUJOL Éric, Administrateur du PETR Albigeois-Bastides
- RAFFY Jean-Jacques, Vice-Président du Conseil Départemental 46
- SERIEYS Guilhem, Conseiller régional Occitanie

Accueil de Gérard ALAZARD

Maire de Luzech

Vice-président de la communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble en charge de l'économie

La rivière Lot fait un méandre autour de Luzech et offre un panorama très apprécié sur le plan touristique. Situé au cœur du Vignoble du Vin de Cahors (AOC), Luzech est un chef lieu de canton comptant un peu moins de 2000 habitants qui fait partie de la communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble dont je suis 1^{er} vice-président en charge du développement économique. Je représente son président Serge Bladinières qui s'excuse de ne pas être présent aujourd'hui.

La compétence économique relevant des communautés de communes, nous avons mis en place en 2014 le schéma de développement économique que nous déroulons depuis trois ans.

Premier axe : c'est le soutien aux porteurs de projet à travers une convention avec la CCI puisque nous n'avons pas vocation à multiplier les ressources sur la création-transmission-reprise d'entreprise, et la veille sur un certain nombre d'indicateurs de développement en terme d'activité et de prospective.

Autre thème : le portail Emploi qu'on a mis en place. On a acheté l'accès à 400 bases de données sur l'emploi pour les ramener à l'échelle de notre territoire : nous avons actuellement 2500 offres d'emploi situées dans un rayon de 50 km du centre de notre communauté de communes. Cela permet aux gens de venir dans ce lieu et de voir ce qui se passe sans avoir à consulter les portails de Pôle Emploi, de l'APEC, ...

Autre sujet sur lequel nous travaillons c'est le co-working et les usages du numérique. Nous avons ralenti le chantier car nous avons attendu l'appel à manifestation d'intérêt de la Région, Mais nous voulons repartir en éclaireur en ouvrant deux sites au 1^{er} semestre 2018 avec un maillage du territoire de façon à proposer un lieu à moins de 5 à 10 minutes pour n'importe quel habitant.

Autre secteur innovant : la bio technologie. Nous avons la chance d'avoir une entreprise qui s'est implantée il y a 1 an qui s'appelle M2i Life Sciences qui fabrique des produits de traitement des végétaux à partir de phéromones, donc des traitements bio. Cette société existait à Lacq dans la région paloise et développe tout un tas de brevets. En 2017, ils ont obtenu le prix de l'innovation européenne, des prix nationaux. Avec eux, nous construisons cette "phéromone vallée" où nous pourrions traiter des maladies des végétaux locaux comme la vigne mais aussi la chenille processionnaire, la pyrale du buis.

Nous avons fait aussi un travail de communication : comment faire que tout marche ensemble ? on a des domaines d'activité différenciés : l'industrie, la santé, l'agriculture, ... Dans chacun d'eux existe un bon nombre de thématiques. Comment peut-on arriver à diffuser avec cohérence des informations en fonction des tiers à qui l'on veut s'adresser et en fonction des supports qu'on va utiliser pour véhiculer cette information (presse, flyer, réseaux sociaux, information web...). Un schéma de communication nous aide à ne pas nous disperser.

Des partenariats ont été noués sur des formations spécifiques notamment dans le secteur agricole qui a des besoins spécifiques. Beaucoup de matériels se cassent ou se détériorent, des entreprises spécialisées dans la métallurgie peuvent aider à faire leurs réparations. Nous avons une ferme expérimentale du vin qui est très importante pour notre région avec un vrai savoir faire peu connu. On retrouve également des activités plus classiques comme le soutien à l'investissement immobilier. Nous sommes une première porte d'aide qui va permettre d'aller chercher d'autres aides auprès de la Région et d'autres acteurs du monde économique ; et enfin nous essayons de développer nos zones d'activité et le club d'entreprises qui s'est constitué récemment et dont va vous parler notre chargé de mission économique, William Cayrol.

OUVERTURE DE LA SÉANCE **par Claudie BONNET, Présidente de l'Adefpat**

Nous vous remercions pour cette présentation très complète de l'économie de ce territoire. Un certain nombre de personnes sont excusées (cf. Liste ci-dessus). Je tiens à remercier la représentante de l'UD de la Direccte du Lot, Françoise Delbreil, de sa présence ainsi que toutes les personnes qui ont pu se déplacer pour assister à nos travaux.

Compte rendu du Conseil d'administration du 11 octobre 2017

Claudie Bonnet soumet au vote 0 voix contre – 0 abstention

**Le compte-rendu du Conseil d'Administration du 11 octobre 2017
à Mende (48) est approuvé par les administrateurs.**

Compte rendu du Bureau du 12 décembre 2017 matin

Le bureau a abordé le problème rencontré sur nos dossiers co-financés par le FSE.

- ✚ La Direccte nous a demandé fin août de revoir notre demande de subvention sur le projet Accrater 2017 sur lequel nous faisons des accompagnements individualisés d'entreprise pour la création, la consolidation et la reprise d'activités. Le cahier des charges de la mesure restreint les publics aux seuls demandeurs d'emploi, les dirigeants ou salariés créateurs d'une nouvelle activité ne sont donc plus éligibles. Cette information bouleverse nos plans de travail et impacte le devenir de notre activité auprès des entreprises.
- ✚ Une autre information concerne l'encadrement des aides. La Direccte nous demande d'appliquer le régime cadre exempté alors que depuis 2015, nous avons recours en priorité au règlement de minimis. Cette exigence de la Direccte nous amènerait à demander aux entreprises d'autofinancer 50 % de notre intervention. On a fait valoir grâce à notre conseil en droit européen la complémentarité entre le règlement de minimis qui permet aux entreprises fragiles d'être exonérées de cette participation de 50 % dans la limite d'un seuil de 200 000 € d'aides sur 3 ans. Dans l'attente d'un accord sur les modalités d'encadrement des aides, nous allons agir avec prudence. Le premier dossier que l'on va présenter aujourd'hui est directement impacté par cette mesure. C'est un peu compliqué de travailler dans ces conditions.

Le deuxième point traité en bureau ce matin a concerné la stratégie et les outils de communication. Cette mission se termine. Elle a été pilotée par Martine Serres, qui est parmi nous depuis 2 ans, et dont le contrat à durée déterminée arrive à échéance. Je souhaitais vivement la remercier pour tout le travail qu'elle a effectué : le remplacement d'Audrey pendant 6 mois, la mise en place d'un plan de communication et la capitalisation de nouvelles méthodes d'ingénierie, ...

Communication

par Jean-Marie NÈGRE

Le cahier des charges a consisté à retravailler le positionnement de l'Adefpat en redéfinissant la mission de la formation développement et en mettant à disposition les ressources internes que ce soit en terme d'innovation ou que ce soit en terme de projets accompagnés par l'Adefpat.

Les cibles destinataires sont les porteurs de projet et les adhérents.

La mise en œuvre se déroule sur une période de deux ans : de mai 2016 à mai 2018

- mai 2016 : travail avec le bureau sur la stratégie et le positionnement de l'Adefpat
- juillet à octobre 2016 : choix du prestataire
- novembre 2016 à mars 2017 : validation du logo
- avril à novembre 2017 : redéfinition du cahier des charges entre les prestataires Com3lles et Kauriweb ; création graphique du site et des supports visuels
- septembre à décembre 2017 : création d'un film d'animation et d'illustrations des valeurs de l'Adefpat
- janvier 2018 : utilisation de la nouvelle charte graphique et des nouveaux supports
- février 2018 : mise en ligne du nouveau site
- janvier à mai 2018 : refonte de « l'extranet »

Visualisation du film

Le site sera en ligne en janvier-février, les outils Extranet seront mis en service d'ici l'été.

Martine Serres : on a organisé le site dans sa partie projet en se mettant à la place du porteur de projet, on a essayé de répondre aux questions qu'il peut se poser. Nous avons souhaité avoir une partie pour nos adhérents, afin de mettre à leur disposition les ressources que nous détenons et les résultats des expérimentations que nous avons menées et que nous continuons de mener. Nous avons voulu également un espace pour valoriser et mettre en avant la vie associative, et enfin un espace pour les consultants formateurs. Toutes ces rubriques, pour la plupart, existent dans le site actuel, nous les avons seulement actualisées et embellies. Comme nous aurons la main sur le site et grâce à votre participation et vos réflexions, nous pourrons le faire évoluer et en faire un outil qui soit à la fois « vitrine » et « ressource ». J'en profite pour remercier l'équipe qui m'a soutenue pendant cette mission.

Claudie Bonnet : en conclusion, on a un savoir faire et mais on ne sait pas le faire savoir. C'est là toute la difficulté. Nous allons également évoquer le travail sur les nouvelles méthodes d'ingénierie territoriale que l'Adefpat expérimente.

Expérimentation de nouvelles formes d'ingénierie

Par Anne FROMENT

On sait que les territoires ruraux de demain sont ceux qui sauront innover et innover nécessite de modifier nos façons de concevoir et d'accompagner les projets. On a lancé des expérimentations en 2016 dont l'objectif est de sensibiliser les adhérents à de nouvelles formes d'ingénierie territoriale, d'initier et accompagner des projets sur les territoires pour favoriser la coopération public-privé : comment monter des projets entre des collectivités en associant les parties prenantes, les usagers. Ce qui fait toujours un peu peur mais avec de la méthode on peut y arriver et cela conduit à des projets publics plus pérennes parce que travaillés avec les usagers. On avait l'objectif d'expérimenter. La présence de Martine nous a permis de capitaliser et diffuser. La démarche a débuté en mai 2016 et nous avons expérimenté jusqu'en mars 2017. En juin 2017, on a fait un atelier de capitalisation avec les 4 territoires engagés dans la démarche avec des acteurs économiques, des habitants, des élus et des agents de développement. Nous avons clôturé la démarche par une journée de diffusion, qui s'est déroulée le 14 novembre 2017 à Arvieu, où on a présenté la méthode. Vous pouvez accéder sur le site au Livret de Capitalisation.

L'objectif est d'intégrer ces expérimentations de nouvelle forme d'ingénierie dans les accompagnements de formation-développement, d'enrichir nos approches sur des projets publics-privés.

Positionnement de l'Adefpat sur les Ressources Humaines

Par Anne FROMENT

Après le volet coopération public-privé pour des projets de services, nous avons un autre volet sur le développement de l'économie de proximité : favoriser l'organisation territoriale des entreprises. On a fait l'hypothèse que les entreprises doivent être organisées pour pouvoir être en interaction avec les collectivités. Cette interaction permettrait de développer les entreprises, des services aux entreprises, de la mutualisation entre les entreprises.

Nous avons actuellement en cours 3 projets expérimentaux. Les projets Best RH et Oser RH ont pour thème la sensibilisation des dirigeants d'entreprise à la gestion des ressources humaines qui sont financés par la Direccte et le FSE ainsi que le projet Ressac qui est financé par le Massif (FNADT - FEDER).

- ✓ Pour BEST RH, nous avons répondu l'appel à projet de la Direccte en 2016, cela concerne l'Hôtellerie de Plein Air du Tarn et les TPE de l'Agglo Gaillac-Graulhet. Les résultats de cette opération, en cours de capitalisation, vous seront présentés au Conseil d'Administration de mars 2018. L'objectif est de lever les freins des dirigeants à aborder la gestion des ressources humaines dans les entreprises avec comme finalité de structurer les entreprises sur une base territoriale.
- ✓ Le projet OSER RH est un peu différent : ce sont 3 Unités Départementales Direccte (Aveyron, Lot et Lozère) qui nous ont demandé de conduire une action de sensibilisation des dirigeants à la gestion des ressources humaines en amont d'un dispositif d'Etat « appui conseil RH » qui est peu mobilisé dans les territoires ruraux. L'expérimentation porte sur l'entrée territoriale, en complémentarité des chambres consulaires, pour mobiliser les entreprises et les sensibiliser à la gestion des ressources humaines. C'est une action qui démarre et se déroulera jusqu'en juin 2018.
- ✓ Le projet RESSAC a été initié par le club d'entreprises de Figeac qui souhaitait travailler sur la gouvernance : comment structurer et pérenniser une gouvernance entre les entreprises et les collectivités sur un territoire ? Le Grand Quercy est associé à cette expérimentation. C'est à l'échelle du Massif central : nous avons un partenaire sur le Beaujolais Vert et un autre sur l'Autun Morvan. L'ARADEL, réseau de développeurs économiques sur Rhône-Alpes, travaille avec nous. Ce projet qui se déroule jusqu'en septembre 2019 a pour objectif de structurer un lieu ressource à l'échelle du Massif Central, de travailler, par l'échange de pratiques, cette méthodologie de co-construction de services sur les territoires au bénéfice des entreprises.

Témoignages sur les clubs d'entreprises

Bruno Serier : Le témoignage qu'on vous propose est à 3 voix. L'idée est d'apporter un témoignage sur la création et le développement des clubs d'entreprises territoriaux

1. William Cayrol de la CCVLV interviendra sur la genèse et des prémices d'un club
2. Vincent Liger du Grand Quercy parlera de la phase de création et de développement du club « Bouriane Compétences »
3. Dominique Olivier évoquera la phase de maturité d'un club avec les actions qu'il peut mener

GENESE D'UN CLUB D'ENTREPRISES

Par William CAYROL, chargé du développement économique CCVLV

Une première réunion s'est tenue le 17 novembre 2017 où étaient présents une soixantaine de chefs d'entreprise. L'origine de ce club vient de la volonté des élus et de la demande des entrepreneurs locaux.

L'objectif de ce club se situe à deux niveaux à l'échelle territoriale :

- sur l'attractivité du territoire, créer un écosystème favorable à l'économie. Intégrer un réseau d'entreprises est très important pour les entreprises autant pour celles qui souhaitent s'installer que pour celles déjà présentes pour développer leur activité.
- répondre aux problématiques des entreprises

La méthode : nous sommes partis des besoins des entreprises puisque nous travaillons pour elles et avec elles. Pour la première réunion, nous ne pouvions pas convoquer les 900 entreprises du territoire. On a donc fait un choix et nous avons sélectionné des entreprises représentatives de tous les secteurs. On a souhaité également poser un cadre de référence pour les différents acteurs, pour essayer d'esquisser les premiers rôles :

- pour la communauté de communes c'est un rôle de facilitateur, pour coordonner, animer, impulser.
- pour les entreprises c'est de partir de leurs besoins, de leurs attentes, de leurs demandes
- pour le réseau, le club en lui même, 3 critères ont été retenus : la pertinence, la qualité (actions utiles), la co-participation, la co-construction : le territoire a la capacité à fédérer ses acteurs pour aller vers une forme de coopération et enfin la convivialité, c'est la dimension humaine, la plus value.

Les objectifs pour 2018 c'est de lancer véritablement le club, de se concentrer sur un noyau d'acteurs mobilisés et motivés pour construire et envisager les premières actions. C'est une photographie à l'instant T, au tout début. La première rencontre fut un essai concluant mais il reste à confirmer.

CREATION ET DEVELOPPEMENT D'UN CLUB D'ENTREPRISES

Par Vincent LIÈRE, agent de développement économique au PETR Grand Quercy

Le PETR couvre la zone d'emploi de Cahors, soit la moitié sud du département du Lot. L'action que je vais vous présenter se situe sur le bassin de vie de la Bouriane, à l'ouest du département, autour de la sous-préfecture Gourdon, sur un territoire qui compte 15000 habitants et deux communautés de communes Cazals-Salviac et Quercy-Bouriane. En 2012, la DIRECCTE du Lot propose, dans le cadre d'un comité technique, au Pays Bourrian et à ses partenaires de l'économie, de l'emploi et de la formation (MDE-MCEF) de mettre en place une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale (GPECT). C'est un dispositif qui positionne les ressources humaines comme levier d'intervention face aux mutations présentes et à venir.

En tant que structure de développement local, nous voulions que cela parte du territoire et nous avons sollicité l'Adefpat pour nous aider, par la Formation Développement, à mobiliser le partenariat local autour d'un projet commun. Un groupe d'une vingtaine de partenaires a travaillé plusieurs mois, renforçant ainsi l'intérêt de la démarche avec l'organisation le 14 septembre 2012 d'une réunion d'information autour de la GPECT à laquelle ont participé une trentaine de représentants de salariés, entrepreneurs, services de l'état, organismes de l'emploi et de la formation, collectivités,... Un plan d'action a été ensuite bâti à l'issue d'entretiens réalisés auprès des entreprises pour connaître leurs attentes, leurs besoins en ressources humaines et aussi leurs projets d'entreprise. Dans ce plan d'action, il est proposé l'organisation de rencontres de dirigeants tous secteurs confondus sur le territoire. Dans les demandes, on retrouve la nécessité de formations en management et RH car le territoire est constitué quasiment de très petites entreprises de moins de 10 salariés, et la principale ressource humaine c'est souvent le seul dirigeant voire même s'il y a des salariés, la gestion des RH se pratique de façon empirique.

On a donc mis en place des rencontres trimestrielles conviviales en fin de journée dans un restaurant, sur une thématique particulière traitée dans le principe de la co-construction. Cela a fonctionné pendant un an puis les dirigeants ont souhaité élargir à des élus professionnels. On a donc ouvert très largement le club et des institutionnels sont venus, ce qui en fait sa particularité. Nous avons 20 chefs d'entreprise en moyenne. Les élus locaux n'ont pas vocation à animer des clubs d'entreprises, c'est aux chefs d'entreprise de s'en saisir, c'est leur outil. Un club s'est constitué de manière informelle au départ et on a co-construit les soirées. Le club a été formalisé en ce début d'année. Nous en sommes à une quinzaine de rencontres avec la participation de 120 chefs d'entreprises ou collaborateurs : nous traitons des sujets de gestion de ressources humaines pure : management, recrutement, gestion du stress, ... puis des événements liés à la vie de l'entreprise : sécurité, patrimoine, prospective économique, ... L'enjeu est d'essayer de travailler sur la co-construction public-privé des services aux entreprises sur des territoires ruraux en fragilité : projet RESSAC L'enjeu est de créer du lien et trouver des synergies entre le club et les EPCI : mise en place d'une gouvernance locale pour que tout le monde y trouve son compte : les élus sont en demande de l'avis des acteurs locaux pour mener à bien les projets, et en même temps les entreprises ont besoin des collectivités pour aider à leur développement.

PROLONGEMENT D'UN CLUB D'ENTREPRISES

Par Dominique OLIVIER, président du PTCE figeACTeurs (cf. Powerpoint)

Figeacteurs est un PTCE (Pôle Territorial de Coopération Économique) situé sur le territoire de Figeac au nord est du Lot qui a un taux de chômage faible (7 %) mais une population âgée. Le Lot est un des départements les plus vieux de France. Nous avons pris vite conscience que cela entraînerait des problèmes de reprise d'entreprise et de recrutement de salariés. Les secteurs d'activité principaux du Figeacois sont : l'aéronautique, l'agro-alimentaire, le commerce et les services.

L'histoire de notre club d'entreprises démarre en 1999 avec la création de l'association Mode d'emplois, on a travaillé avec l'Adefpat sur des formations auprès des entreprises. En 2008-2009, on s'est associé au Pays de Figeac, pour monter, avec l'appui des chambres consulaires et de l'Adefpat, une plateforme de services aux TPE. En 2010, nous nous sommes engagés avec le Pays dans une démarche de Gestion Territoriale des Emplois et des compétences (GTEC) que, grâce aux réflexions conduites dans notre groupe de Sol et Civilisation, nous préférons appeler ATAC "anticipation territoriale des activités et des compétences", on préfère parler d'anticipation plutôt que de gestion, et d'Activité plutôt que d'emploi. À l'époque, la directrice du Pays pensait que si nous ne faisons que du conceptuel nous n'y arriverons pas et qu'en parallèle de la réflexion prospective, il fallait monter des actions pragmatiques pour que les gens voient du concret. Les opérations « rendez-vous du management » ont fait que les gens se sont passionnés pour la démarche. Quand on a fait en 2013 une prospective, on s'est retrouvé un groupe de 20-25 personnes (élus, chefs d'entreprise, syndicalistes, représentants d'association, habitants,...) à réfléchir sur le devenir de notre territoire à l'horizon 2030 et on a compris que si on voulait que le Figeacois soit vivant en 2030, il fallait innover en se posant la question : quelles compétences voulons-nous donner à notre territoire pour qu'il vive ? On a déroulé pendant un an. Ce qui est bien quand on fait une prospective, c'est qu'il n'y a pas de problème d'ego, tous ceux qui sont là ne seront plus en responsabilité à l'horizon annoncé donc plus d'enjeux de pouvoirs. Tout le monde est resté mobilisé jusqu'au bout. Il en est ressorti 3 scénarios. Et on s'est aperçu que ce n'est pas le modèle économique qui fait bouger le scénario mais c'est le développement des compétences et la gouvernance. Un territoire vivant c'est (=> innovation =>) de la valeur ajoutée.

Quand, en 2015, le Pays de Figeac disparaît avec la fusion des communautés de communes, la loi ESS Hamon sort un dispositif qui s'appelle Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE). Sur le bassin de Figeac, un certain nombre d'acteurs de l'économie sociale, des entreprises, du monde académique, des citoyens, des élus, se regroupent dans ce projet. Au départ une quinzaine de personnes montent le PTCE aujourd'hui plus d'une centaine, adhèrent à Figeacteurs, mode d'emplois fait partie de ce PTCE. Les clubs d'entreprises ne vivront que par l'action. Il faut faire.

Exemple 1 : Lors de la prospective, on s'est aperçu qu'il manquait de crèches pour faire venir des jeunes sur le Figeacois. On a alors demandé de l'aide aux élus qui nous ont dit ne pas avoir les financements pour le faire. Des entreprises, avec un bon accompagnement Adefpat, ont créé leur crèche inter-entreprises adaptée à leurs besoins, à savoir ouverte toute l'année de 6.30 à 20.00. Aujourd'hui, elle en est à sa deuxième année d'existence, et compte 22 berceaux, bientôt 40. On a fait mais sans perdre le lien avec les collectivités. Aujourd'hui on a une offre territoriale entre les crèches publiques, la crèche interentreprises et les assistantes maternelles qui se sont organisées.

Exemple 2 : Dans les grandes villes aux USA, pour attirer les compétences, il existe des conciergeries. Après avoir expérimenté, testé, nous avons créé, encore accompagnés par l'Adefpat, une conciergerie solidaire. Aujourd'hui, elle fonctionne depuis 6 mois en lien avec les commerçants de Figeac et emploie une concierge à plein temps.

Exemple 3 : la mobilité. On a constaté lors de la prospective que pour aller travailler il faut se déplacer, en moyenne 20 km par jour, soit un coût minimum pour le salarié de 1 200 € par an. Aujourd'hui, des entreprises ont décidé d'un achat groupé de voitures électriques et de la mise en place de lignes de co-voiturage entre toutes les entreprises. On essaie de lever tous les freins, en procédant par action, pour l'attractivité du territoire.

Exemple 4 : le projet de légumerie. 6000 tonnes de légumes sont consommées par an dans le Figeacois dont 400 tonnes produits localement. Avec une autre entreprise APEAI qui s'occupe de personnes handicapées et qui dispose d'une cuisine, on a élaboré un projet de légumerie qui permettra l'installation de maraîchers.

Exemple 5 : le dossier sur l'énergie « Figeac ENR » il s'agit de faire du photovoltaïque au sol et sur les toits en collaboration avec la communauté de communes du Grand Figeac et le PTCE.

Notre philosophie de club d'entreprises, c'est de partir des problèmes et d'essayer de trouver des solutions en se mettant, nous les entreprises, autour d'une table.

Tous les deux mois, Figeacteurs organise des rencontres « apéro entreprises et territoire ». Une des dernières était sur la problématique de l'emploi du conjoint. Nous sommes en relation avec Amiens qui a fait des choses intéressantes sur ce sujet. C'est par l'action que les dirigeants se rendent compte de l'intérêt du collectif.

Perspectives : on a été voir beaucoup de clubs d'entreprises sur la France. Quand ils partent d'une initiative des élus, cela s'essouffle vite. Il faut donc absolument partir des entreprises, et les élus peuvent relayer. Aujourd'hui, il faut augmenter la visibilité de Figeacteurs, améliorer la gouvernance avec les collectivités territoriales. C'est l'objet de notre projet Ressac. On a trouvé des aides les 2 premières années, mais à terme il faut que les entreprises coopèrent et s'impliquent et trouver des co-financements de l'ingénierie pour arriver à une pérennité. Figeacteurs c'est la fabrique du faire ensemble. Nous ne sommes légitimes que quand nous faisons des choses ensemble. Je rappelle que sur beaucoup de dossiers, nous avons eu des accompagnements Adefpat qui nous ont permis de mettre des gens autour de la table. L'Adefpat nous a servi de médiateur.

EXAMEN DES DOSSIERS DE STAGE

81/17/1292 – ÉTABLISSEMENTS BOUSSIÈRE – Étape 2 **Formation accompagnement à l'action commerciale**

Daniel Vidal : Créée en 2006, l'entreprise Bouissière connaît des problèmes de rentabilité. Une première étape a permis au chef d'entreprise de mettre à plat les difficultés rencontrées sur le plan financier et commercial et d'élaborer des pistes d'action. Dans cette deuxième étape, M. Bouissière et son fils qui va reprendre l'entreprise, doivent mettre en place leur plan d'actions commercial et le maîtriser.

Anne Froment : Les accompagnements individuels d'entreprises sont temporairement suspendus dans l'attente d'une décision sur le régime d'encadrement des aides aux entreprises à appliquer. Dans ce laps de temps, il est nécessaire que le dirigeant apporte autofinancement de 50 %. On espère avoir gain de cause pour pouvoir appliquer en priorité le règlement de minimis.

81/17/1293 – ÉCO-PÂTURAGE DANS LE SUD DU TARN **Formation accompagnement du groupe partenarial à la co-élaboration d'un projet innovant**

Claudine Bonnet : Sensibilisée à la cause environnementale, la communauté de communes Sor et Agoût souhaite proposer aux collectivités un service d'éco-pâturage initié par l'association Marianne Solidarité. Ce projet consisterait à entretenir les espaces verts publics par un troupeau de brebis et de chèvres et d'employer des personnes en insertion.

81/17/1251 – SYLVIE BAYOL (Avenant) **Accompagnement à la formalisation d'un modèle économique**

Kathy Thiam : Sylvie Bayol a beaucoup cheminé lors de l'accompagnement (agrément du 21 mars) et a réussi à construire un modèle d'activité économique. Elle a besoin d'un supplément de jours pour l'accompagner sur le développement commercial et la communication.

12/17/1295 – LES BOUDEUSES **Formation accompagnement à l'organisation des fonctions supports de la Compagnie**

Martine Rouquette : les deux projets suivants ont été initiés par la communauté de communes de Millau Grands Causses qui a servi de territoire test pour une étude du Ministère de la Jeunesse et des Sports sur l'entrepreneuriat dans les domaines de la culture et du sport. Opération structurante pour le territoire puisque depuis 2014, nous sommes amenés à vous présenter plusieurs projets qui en découlent. Aujourd'hui je présente deux nouveaux projets à la demande de Danièle Vergonnier, élue de la communauté de communes de Millau.

"Les boudeuses" sont 4 jeunes femmes qui pratiquent du théâtre de rue engagé (égalité F/H, écologie). Victimes de leur succès elles ont besoin de se structurer et de trouver de l'aide sur le plan administratif et organisationnel.

12/17/1296 – ENTREPRISES DE PLEINE NATURE DES GRANDS CAUSSES – Session 2018
Formation-accompagnement au pilotage du projet de l'entreprise

Martine Rouquette : Pour l'année 2018, 4 porteurs de projet, soit en pré-lancement, soit en post-accompagnement, ont été détectés par le groupe technique territorial (comcom, OT, CCI, DDCSPP, Droits de la femme, PNR,...) pour un accompagnement à la sécurisation de leur activité.

Michel Cabrol : le plus important c'est le travail de mutualisation qui est fait, surtout sur la thématique du sport de pleine nature. Cela peut déboucher sur une réduction des coûts.

Pascal Bonnin : D'une part, ces accompagnements réalisés dans le sud Aveyron depuis 2014 ont généré une bonne dizaine de collaborations ponctuelles ou pérennes pour monter des projets entre des personnes qui ne se connaissaient pas. D'autre part, nous expérimentons une nouvelle méthode d'accompagnement venant du Québec qu'on appelle le co développement. L'intervenant du précédent groupe a pratiqué cette méthode de travail collectif : chacun des porteurs de projet est tour à tour client et consultant pour les autres.

Anne Froment : Le plus difficile c'est la détection mais il y a, au niveau territorial, tout un groupe technique qui s'est constitué et qui est à la fois détecteur et accompagnateur.

12/17/1245 – STRUCTURER UN PROJET DE SERVICES AUX FAMILLES (Avenant)
Accompagnement à la création d'une activité touristique

Anne Froment : La communauté de communes du Saint Affricain veut structurer et coordonner les acteurs pour mieux répondre aux besoins des familles. Il y a eu un gros travail sur un modèle de gouvernance favorisant la co décision entre la collectivité et les parties prenantes. Une journée supplémentaire est demandée pour terminer l'accompagnement.

12/17/1297 – TOURISME DE NATURE EN AUBRAC
Formation accompagnement d'un groupe partenarial à la co-élaboration d'une offre de produits touristiques

Geneviève Gasq-Barès : l'association de préfiguration du PNR qui a répondu à l'appel à projet "Pôle de pleine nature" a été retenue pour développer un tourisme de qualité. Avant de se lancer dans une dynamique de développement régionale, le PNR de l'Aubrac sollicite l'appui de l'Adefpat pour concevoir des séjours de nature en co-construction avec des acteurs touristiques volontaires.

Gérard Alazard : Ce serait intéressant que les fiches CA soient mutualisées et accessibles surtout quand on n'est pas administrateur et qu'on ne participe pas au Conseil d'administration.

Anne Froment : les dossiers CA seront intégrés dans le nouveau site.

12/17/1298 – MARIE PONS
Formation accompagnement à l'élucidation d'un projet de création d'une activité d'offre de services aux familles

Michel Cabrol : Demandeuse d'emploi et mère de 3 enfants, la porteuse de projet souhaite travailler sur Marcillac et créer un espace de vie pour les enfants et leurs parents. Ce lieu comporterait plusieurs activités (vente de fripes, atelier couture, bar à sirop,...) dans une démarche de développement durable. L'accompagnement doit l'aider à structurer son projet et en tirer un revenu.

12/17/1299 – CÉCILE PERROD

Formation accompagnement à la création d'un magasin de produits locaux

Sandra Larren-Serieye : La porteuse de projet souhaite créer un commerce de produits alimentaires locaux à Villefranche de Rouergue. Elle veut mettre en valeur le savoir faire des agriculteurs et des artisans et défendre le bien manger issu d'une production raisonnée et transformée localement. L'Adefpat est sollicitée pour l'aider à mieux définir son offre avant le lancement de son activité.

Virginie Pendariès : lors du CA d'octobre en Lozère, il y a eu un témoignage sur le projet d'Emilie Bessière qui avait créé un magasin de produits locaux à Espalion avec la même philosophie que celui de Cécile Perrod. Nous avons une autre demande identique sur Séverac-le-Château mais il se trouve que le statut de la porteuse de projet ne permet pas de financer son accompagnement. L'idée est donc de créer des liens entre ces trois porteuses de projet de l'Aveyron qui ont des projets similaires. Lors de l'accompagnement, il est prévu d'organiser un temps convivial et informel entre elles afin de susciter des liens et des idées de mutualisation sur le transport, les fournisseurs.

Olivier Serieye : Cela serait intéressant qu'elles créent une franchise ou une marque commune.

12/17/1282 – QUEL PROJET POUR LE CHÂTEAU DE TAURINES ? (Avenant)

Formation accompagnement d'un groupe partenarial pour la définition d'un projet culturel au service du territoire

Michel Cabrol : Comme la communauté de communes vient de se reconstituer, on ne sait pas trop quel va être son positionnement sur le plan culturel (association culturelle ou gestion directe) et notamment sur ce projet.

Anne Froment : Dossier agréé le 11 janvier 2017. Nous avons dû changer le consultant formateur en cours d'accompagnement (avenant agréé le 16 mai) car il n'était pas adapté à la situation groupe projet. Nous avons gardé le même nombre de jours mais nous nous sommes rendus compte que les journées réalisées avec le premier formateur manquent à la fin à l'intervention du deuxième. Ces jours complémentaires vont permettre d'inclure des élus pour travailler la gouvernance du projet et le lien entre le Château de Taurines et la collectivité.

46/17/1258 – ÉCOLES DE MUSIQUE DES CAUSSES ET VALLÉE DE LA DORDOGNE (Avenant)

Formation accompagnement à la définition d'une stratégie de maintien et de développement d'un service culturel à la population

Monique Martignac : Ils ont demandé un accompagnement du DLA en complément. Cauvaldor a souhaité harmoniser son soutien auprès des écoles de musique. En contrepartie ces dernières doivent s'engager à améliorer leur gestion et leur organisation.

Bruno Serier : Pour avoir assisté à la dernière journée de formation, je peux témoigner qu'ils ont élaboré des pistes de mutualisation très complètes et quasiment opérationnelles. Effectivement il manque 1 séance pour finaliser l'accompagnement.

46/17/1300 – AMG AÉROSTRUCTURE

Formation accompagnement à la mise en place d'un système de management de la qualité

Fausto Araqué : Ces deux créateurs sont hébergés dans la pépinière d'entreprises de Cambes qui dépend de la communauté de communes du Grand Figeac. Ils ont loué un atelier et un bureau pour lancer une activité de chaudronnerie, ajustage, finition, équipement et montage de pièces,... afin de répondre aux besoins non couverts du secteur aéronautique. Pour accéder à ce marché, ils doivent obtenir la norme EN 9100. Il est demandé à l'Adefpat de les aider à élaborer les outils qualité pour être certifiés et développer leur entreprise.

46/17/1301 – LE HAMEAU DE BARRIÈRES

Formation accompagnement d'un groupe partenarial à la co-élaboration d'un projet de valorisation touristique et culturelle

Michel Laverdet : Il s'agit d'une situation villageoise du 18 et 19^{ème} siècle, appartenant à la commune de Miers et située à l'intersection d'autres sites touristiques (archéosite des Fieux, source Salmière), dans un ensemble de dolmens où le Parc a mis en place des circuits de découverte. Des travaux de rénovation ont été faits par des chantiers-écoles pour préserver la conception villageoise de l'époque. Une activité de poterie est installée. La commune et le Parc souhaitent valoriser ce lieu et ont mandaté un groupe projet pour réfléchir à une stratégie de valorisation du Hameau.

46/17/1302 – FLORENCE CAMBRÉZY

Formation accompagnement à la création d'un espace culturel et d'hébergements touristiques

Michel Laverdet : C'est une personne qui de par ses compétences professionnelles veut créer un lieu d'accueil et d'hébergement sur les Chemins de Compostelle, en lien avec la découverte de l'art, la culture et de formations. Elle a un choix à faire sur l'emplacement de ce lieu, soit un gîte d'étape à Bach (CC Pays de Lalbenque Limogne), soit à Montcuq (CC Quercy Blanc). Il faut l'aider à faire rapidement un choix sur le lieu pour qu'elle mette en place son projet. Si elle s'installe à Bach, elle pourra au bout d'un an être labellisée dans la marque "Valeur Parc".

Bruno Serier : Pour ne pas décourager cette personne qui possède des compétences et qui risque de repartir en région parisienne, nous avons pris l'initiative de l'accompagner avant qu'elle ne décide de son lieu d'hébergement.

82/17/1294 – LE DOMAINE DE SALETH

Formation-accompagnement à la création d'activité

Florence Danthéz : Un couple de Saint Etienne, non professionnel du tourisme, vient d'acquérir le centre de vacances de Saleth situé au bord de l'Aveyron, près de Saint Antonin et lieu emblématique du département pour ses classes vertes. Inutilisé depuis plus de 12 ans, des travaux de rénovation sont à prévoir. L'accompagnement Adefpat doit les aider à définir leur projet, à cibler les priorités (accueil de groupes ou événementiel). En fonction des choix, il faudra différencier les travaux et tenir compte des contraintes (zone inondable).

Claudie Bonnet : demande qu'on soit informé du suivi de cet accompagnement car le projet est assez ambitieux.

Martine Rouquette : le coût de la rénovation des bâtiments risque d'être un frein, avec des mises aux normes exigeantes.

Michel Cabrol : souhaite qu'on sache avec du recul de quelle façon le domaine fonctionne

Dominique Olivier : Il serait intéressant en effet qu'on ait une grille de lecture pour savoir si les projets ont abouti au bout d'un an voir un an et demi.

Anne Froment rappelle que des fiches de synthèse sont établies lorsqu'un accompagnement se clôture. Mais il faudra ajuster pour rendre le suivi plus communicant.

DÉLIBÉRATION

**Le Conseil décide l'agrément de 11 dossiers et 4 avenants
pour un montant total de prestations externes de 66 050 €**

*conformément aux données de leur argumentaire et selon les budgets et plans de financements
récapitulés dans le tableau de synthèse*

avec modification du plan de financement pour le dossier n° 81/17/1292 « Ets Bouissière »

Planning :

- Journée prospective Bureau + équipe : 16 janvier 2018
- Prochain Conseil d'administration : 13 mars 2018

Levée de la séance à 16 h 45

La Présidente,
Claudie Bonnet.

